

Le nouvel **Afrique**

91 AVRIL 2016

Un regard positif sur l'Afrique

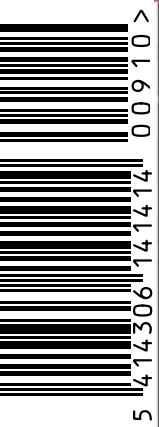
Magazine d'information et d'analyse politique, économique, sociale, sportive et culturelle



DOSSIER

DJIBOUTI

ÉCONOMIE, TOURISME, ÉNERGIE



5 4 14306 14 1414 00910 >

#91 / AVRIL 2016 / MENSUEL
2000 CFA / 2000 FC / 5 USD / 3,00 €
WWW.LENOUVELAFRIQUE.NET

DIASPORA
ANGEL KABA

« MON RÊVE EST DE CRÉER UN CENTRE
CHORÉGRAPHIQUE EN AFRIQUE »

SOCIÉTÉ
GABON

L'ÉCOTOURISME POUR ATTIRER
DAVANTAGE DE TOURISTES

ÉCONOMIE
CHINE - NIGERIA

DES PROJETS FERROVIAIRES SUR LES
RAILS

**LES NEWS
DU NET**

A STAR ALLIANCE MEMBER

SOURIEZ.

 economy

Laissez-vous tenter par notre cuisine
qui ravit petits et grands.

brusselsairlines.com
ou votre agence de voyages.

 flying from
brussels
airport

WE GO
THE EXTRA
SMILE.



**brussels
airlines**



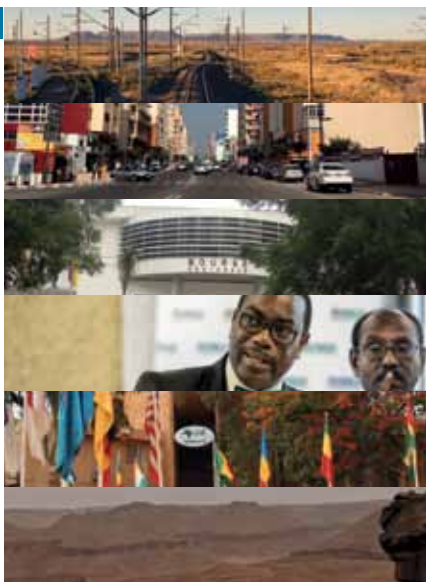
Par Daouda Émile Ouédraogo

RESTER DEBOUT... MALGRÉ TOUT

Une guerre invisible se mène dans le monde. Partout, il y a des morts. Partout, des vies s'effondrent lorsqu'on ne s'y attend pas. En Europe, aux États-Unis, en Afrique, c'est la désolation. On a l'impression que le monde s'arrêtera de tourner. On a l'impression que le soleil n'apparaîtra plus dans le ciel. Lorsqu'on sort de chez soi le matin pour la quête de la pitance quotidienne, on ne sait pas si l'on reverra les siens à notre retour. Quel monde ! Quelle psychose ! La menace est devenue permanente. Dans ce genre de situation, la meilleure des attitudes à adopter est de vivre avec cette menace. Il faut l'ignorer. Il est clair que lorsqu'on vit avec une menace, elle crée et freine notre élan vers ce qui doit mobiliser notre attention : notre développement, notre épanouissement. Pour y faire face, il sied d'extérioriser notre peur. Car, la peur de l'échec mène à l'échec. Avoir peur de la peur conduit à jeter l'éponge face au combat pour le développement. Les africains doivent relever la tête afin de relever les défis sécuritaires du XXI^e siècle. Pour y parvenir, la première des défenses est l'attaque. Et les premiers attaquants de la lutte contre les différentes sortes de menaces, c'est la jeunesse. La première des armes, c'est l'information. Une jeunesse consciente, prête à faire remonter les informations à qui de droit est la clé pour une vraie sécurité dans les États. La jeunesse doit s'informer et partager l'information. Il n'y a pas de victoire sans renseignements fiables et précis. Les plus grandes victoires ont été remportées grâce à la bonne gestion des informations sur l'ennemi. Dans cette logique, qui mieux que la jeunesse est au contact des réalités quotidiennes de nos États ? Les jeunes doivent être les premiers défenseurs de nos États. Surtout, pour la jeunesse africaine en proie aux incertitudes du lendemain ; assaillis par de multiples questionnements sans réponses ou avec des réponses insuffisantes. La jeunesse, fer de lance des économies, a son rôle à jouer dans l'évolution du monde en général et, de l'Afrique en particulier. Elle ne doit plus avoir peur d'aller au charbon. Un jeune se bat pour vaincre plusieurs adversités qui ont pour noms le chômage, la délinquance, la malhonnêteté et l'oisiveté. La délinquance, le chômage et toutes sortes de menaces en Afrique doivent être combattus avec la vigueur des jeunes. Aujourd'hui, si les jeunes sont les « sans-emploi » en majorité, c'est une honte. Honte pour nos gouvernants mais surtout, honte pour la jeunesse

elle-même. Jeunesse est synonyme d'initiative. Et, cette initiative se conjugue avec détermination et sens de la créativité. L'Afrique a besoin de tous ces fils pour se construire et rester debout. Elle a besoin des bras valides, des cerveaux, de l'intelligentsia de tous ses fils et filles assoiffés d'un monde meilleur, d'un monde où il fait bon vivre. Cela est possible. À condition que toute la jeunesse africaine dans son ensemble et, chaque jeune pris individuellement, se fixe des objectifs spécifiques et réalisables. Par-dessus tout, que chaque jeune s'entoure d'un mental de fer et d'un courage d'acier pour transformer les difficultés en avantages et les problèmes en solutions. Il faut se mettre avec courage et abnégation sur le chemin de la recherche de l'épanouissement. Un épanouissement guidé par la soif de la vérité et la quête du savoir. L'Afrique a besoin de la force de ses bras valides. Elle a besoin de l'abnégation de sa jeunesse. Un proverbe disait que « la force c'est de pouvoir regarder la douleur en face, lui sourire et continuer à se tenir debout malgré ses coups ».

SOMMAIRE



DOSSIER DJIBOUTI

- 6 **ÉCONOMIE**
PETITE PAR LA TAILLE MAIS GRANDE PAR L'ÉCONOMIE
- 8 **CENTRALE SOLAIRE**
LE PAYS S'OFFRE UNE CENTRALE POUR 360 MILLIONS D'EUROS
- 10 **TOURISME**
LE PAYS DE LA CHASSE SOUS-MARINE EN AFRIQUE

POLITIQUE

- 14 **LE BÉNIN A UN NOUVEAU PRÉSIDENT**
DU BUSINESS À LA POLITIQUE, PATRICE TALON A FRANCHI LE CAP
- 16 **MILICES RURALES AU BURKINA FASO**
FAUT-IL LES DISSOUDRE ?

ÉCONOMIE

- 18 **CHINE - NIGERIA**
DES PROJETS FERROVIAIRES SUR LES RAILS
- 20 **ENTREPRISE**
UN OPEN LAB POUR DÉVELOPPER UN PÔLE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT
- 22 **LA BOURSE RÉGIONALE DES VALEURS MOBILIÈRES**
UNE BOURSE ÉMERGENTE ?
- 24 **FINANCE**
LA BAD MOBILISE UN MILLIARD DE DOLLARS US SUR LES MARCHÉS OBLIGATAIRES
- 26 **FORMATION**
LES ÉCOLES AFRICAINES MÈNENT LEUR RÉVOLUTION
- 28 **MAURITANIE**
UNE « ASSURANCE AGRICOLE » CONTRE LES ALÉAS MÉTÉOROLOGIQUES

Le nouvel Afrique
Un regard positif sur l'Afrique

Mensuel d'informations
Un regard positif sur l'Afrique

MISSION STATEMENT

La direction du magazine Le nouvel Afrique porte l'Afrique dans son cœur et est désireuse de rassembler dans ce mensuel d'informations des nouvelles positives sur l'Afrique. Le nouvel Afrique se veut une porte d'entrée vers l'Afrique en offrant une information responsable et objective sur ce continent. Les sujets (politiques, sociaux, économiques, sportifs et culturels) abordent des thèmes sensibles, tout en conservant néanmoins, une perspective positive. Le sous-titre du nouvel Afrique est 'Un regard positif sur l'Afrique'.

Directeur de publication : Cyrille Momote Kabange

Rédacteur en chef : Daouda Emile Ouedraogo

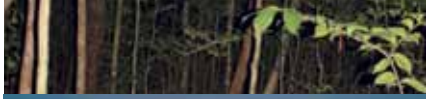
Éditorialiste : Cyrille Momote Kabange

Comité rédactionnel : Daouda Emile Ouedraogo, Alexandre Korbéogo, Anthony Vercrease, Karim Traoré, Cyrille Momote Kabange, Mouhamadou Moustapha Thiam, Alain Traoré, Jamil Thiam, Jamal Garando, Yves Makodia Mantséka, Karim Traoré, Souleymane Kanazoé, Noël Kodja, Gohi Huges Arnaud, Szymon Jagiello, Germain Kramo, Aga Khan

Photographie : bruocsella.be, Maxime Devaux, Ronald Devaux, Afrikavision, NASA, AR AlHashemi, Ryan Kilpatrick, Eric Montfort, David Brossard Follow, Katantuk, Zenman, Eric Roset, Communication2IE, Manu25, Hugo Passarello Luna, Patrick Tsui/FCO, Brian Gratwicke, Jeff Attaway, Cestmoicarisce

Couverture : Vue satellite de Djibouti © NASA — CC BY-NC 2.0

Layout : bruocsella.be / bruocs@gmail.com



30 ÉCHOS DU CONTINENT

DIASPORA

32 CUISINE BELGO-EUROPEENNE
LÉON MULINDABIGWI PUBLIE « 50 SALADES SIMPLES ET VARIÉES »

34 ANGEL KABA
ARTISTE, DIRECTRICE ARTISTIQUE ET CHORÉGRAPHE AUX ÉTATS-UNIS

36 LES NEWS DU NET

SOCIÉTÉ

40 LA SOCIÉTÉ CIVILE
FORMIDABLE VECTEUR DE DÉVELOPPEMENT

42 GABON
L'ÉCOTOURISME POUR ATTIRER DAVANTAGE DE TOURISTES

44 GABON
DILEMME ENTRE EXPLOITATION ET PRÉSERVATION DE LA FORÊT

46 CONTRÔLE DES LOYERS AU SÉNÉGAL
UNE BONNE IDÉE ?

48 JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME 2016
POUR UN MONDE 50-50 EN 2030

ADMINISTRATION & PUBLICITÉ

Directeur Général : Mahamat Haroun

Directeur Adjoint : Christel Kompany

Direction Commerciale : A.S.C. sprl

COMMUNICATION, PUBLICITÉ & VENTE

Directeur Commercial : Nadjim Haroun



Le LNA est une publication de l'asbl Friendly Foot

www.friendlyfoot.be

SIÈGE SOCIAL

Boulevard de smet de naeyer 39

1090 Bruxelles

Belgique

E-mail: info@lenouvelafrique.net

Site web: www.lenouvelafrique.net

ÉCONOMIE

PETITE PAR LA TAILLE MAIS GRANDE PAR L'ÉCONOMIE

Par Alexandre Korbéogo

La République de Djibouti, le plus petit pays d'Afrique (23 200 km²), demeure une référence en matière de gestion de sa croissance économique. Avec une croissance de plus de 6% en 2015, Djibouti espère faire mieux en 2016.

La santé de l'économie de la République de Djibouti est due à 4 secteurs : le flux des investissements directs étrangers (IDE), le transit croissant de marchandises à destination de l'Éthiopie, le développement de l'activité portuaire et celui du secteur des télécommunications. Pays classé dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, Djibouti est un exemple de développement à part entière en Afrique. Situé dans la corne de l'Afrique, sa position stratégique avec son ouverture maritime est propice au développement des activités commerciales. Des secteurs d'activités moins prépondérants dans l'économie djiboutienne tels que les télécommunications, la construction et le tourisme poursuivent leur développement de manière soutenue. Situé au carrefour de corridors maritimes importants pour le commerce de marchandises et de pétrole, Djibouti souhaite se positionner comme une plate-forme de services commerciaux, logistiques et financiers pour la région du golfe d'Aden. À cette fin, les autorités ont amorcé un programme d'investissement représentant près de 4,3 milliards de dollars US. En 2012, des financements ont été mobilisés pour la construction de nouvelles infrastructures portuaires dédiées à l'exportation de sel et de potasse. Elles ont été opérationnelles respectivement en 2013 et 2014. Ces investissements, auxquels s'est ajouté l'afflux des IDE reportés depuis le début de la crise financière, ont soutenu la dynamique de croissance économique du pays depuis 2014. Les autorités travaillent en outre à l'élaboration d'une stratégie de développement à long terme intitulée Vision 2035. Un travail de réflexion sur les potentialités de développement a aussi été entrepris. L'objectif est d'identifier des secteurs porteurs qui permettront de diversifier les sources de croissance de l'économie djiboutienne et de créer des emplois. Les autorités ont achevé en

mai 2012 le programme de la facilité élargie de crédit (FEC) entrepris avec le Fonds monétaire international (FMI) en septembre 2008. La performance du pays pendant le programme a été globalement satisfaisante avec la mise en place d'importantes réformes structurelles relatives à la gestion des finances publiques et du secteur financier. Un nouveau programme a été défini avec le FMI au cours du premier semestre 2013.

Vision Djibouti 2035 : Planification du développement mieux maîtrisé

Dans son mot libellé dans le document intitulé « Vision Djibouti 2035 », le Premier ministre, Abdoukader Kamil Mohamed, est optimiste sur les capacités de son pays à être parmi les meilleurs d'Afrique : « notre pays a besoin d'avoir les ressorts d'une planification du développement mieux maîtrisés, moins soumis aux chocs internes et externes. Une croissance plus accélérée et durable est nécessaire pour résoudre les problèmes sociaux et engendrer une transformation structurelle de l'économie, pour la rendre plus diversifiée et plus compétitive, avec un rôle accru du secteur privé. Tout ceci doit être accompagné par une Administration publique aux capacités renforcées et productives ». Le premier pas pour la modernisation de l'économie commence par une administration publique forte. Cette force de l'administration publique permettra d'assainir et de donner un visage plus reluisant à l'économie djiboutienne. En matière de Finances publiques, les efforts de réformes ont permis d'assainir la situation de déséquilibres financiers structurels des années 1990 à travers une mobilisation plus accrue des recettes budgétaires et un accompagnement plus soutenu des bailleurs de fonds. Ainsi, d'un niveau de moins de 30 milliards de FDJ à la fin des années

1990, les recettes budgétaires et les dépenses sont passées respectivement d'un niveau de 28,751 milliards de FDJ à 71,07 milliards de FDJ et de 29,829 milliards de FDJ à 72,141 milliards de FDJ. Globalement, les recettes ont augmenté de 147,2% et les dépenses de 141,8%.

Le port, un maillon très important

Le port de Djibouti opère depuis 1892. Le port a connu un regain d'activité en 1998 lors de la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Depuis l'indépendance de cette dernière, l'Éthiopie n'a plus de débouché maritime et utilisait le port érythréen d'Assab. Avec le déclenchement des hostilités, tout le trafic s'est reporté vers le port de Djibouti, le trafic éthiopien assure encore aujourd'hui 80 % de l'activité du port. La croissance du port de Djibouti a aussi été permise par d'importants investissements provenant des Émirats arabes unis, Dubai Ports World (DPW), troisième opérateur portuaire mondial, a obtenu la gestion du port depuis 2000.

Djibouti a entrepris la construction d'un second port. Le port de Doralé, plus perfectionné, permettra d'effectuer des opérations plus complexes et s'accompagnera d'une zone franche de 20 hectares, pour un investissement de 400 millions de dollars US. Avec l'élaboration de la zone franche, le pays espère attirer des investisseurs étrangers. En 2003, après l'installation de la base américaine, DPW y a construit un grand terminal pétrolier pour 153 millions de dollars qui est entré en service en 2006. Un terminal à conteneurs doit ouvrir à la fin 2008 pour un coût de 427 millions de dollars avec l'aide de DPW. C'est sur cette zone franche de Doralé que l'USAID stocke ses aides alimentaires d'urgence pour l'Afrique.

En 2007, le volume de marchandise traité par le port de Djibouti a été de 7,4 millions de tonnes, 36% de plus qu'en 2006. Le gouvernement djiboutien cherche à en faire la plaque tournante pour les dix-neuf pays du marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et compte pour cela sur la construction d'une voie ferrée entre Addis-Abeba, en Éthiopie, et le nord du Kenya qui permettrait alors de relier par chemin de fer Djibouti jusqu'au Mozambique.

Sur la bonne voie

Avec la stratégie Vision Djibouti 2035, le pays est sur la bonne voie du développement économique et social. Comme le précise le document, Djibouti 2035 ne doit pas être un vœu pieux. Pour ce faire, la mobilisation des ressources humaines et financières, et l'engagement au quotidien du politique doivent être le témoignage implacable du véritable changement de paradigme de développement pour le pays. Par ailleurs, le document de la vision doit également constituer le phare qui éclaire et oriente les politiques nationales et sectorielles de développement.



Ismail Omar Guelleh par AR AlHashemi (CC BY-ND 2.0)

CENTRALE SOLAIRE

LE PAYS S'OFFRE UNE CENTRALE POUR 360 MILLIONS D'EUROS

Par Anthony Vercuise

Djibouti veut tirer un trait sur ses besoins énergétiques. Pour ce faire, le pays vient de lancer la construction d'une centrale solaire pour 360 millions d'euros. Délai de livraison : cette année.

Logiquement avant la fin de l'année 2016, Djibouti devrait être doté d'une centrale solaire de 300 mégawatts (MW). En plus de cela, le pays planifie l'installation d'un parc éolien de 60 mégawatts. Le président djiboutien Ismaïl Omar Guelleh a donné le 14 janvier le premier coup de pioche des travaux de la centrale solaire du Grand Bara, au sud de la capitale Djibouti. La réalisation, le financement et l'exploitation de cette infrastructure, d'une capacité de 300 mégawatts et au coût estimé à 360 millions d'euros, ont été confiés au groupe énergétique Green Enesys, rapporte l'agence Reuters. Basée à Baar, en Suisse, cette entreprise est spécialisée dans les solutions d'énergies renouvelables. Depuis sa création en 2009, Green Enesys indique avoir développé une dizaine de centrales solaires principalement en Italie, en Allemagne et au Royaume-Uni pour un total de 250 mégawatts. La centrale du Grand Bara devrait être le plus grand projet solaire entrepris par cette société.

Contrat

Le démarrage effectif des travaux de la centrale solaire du Grand Bara est prévu pour le premier trimestre de cette année. La première des six phases du site (représentant chacune une capacité de 50 MW) sera achevée avant la fin de l'année, rapporte Reuters. La compagnie nationale Électricité de Djibouti doit signer un accord d'achat de l'électricité produite par le site du Grand Bara. Djibouti, qui a l'ambition d'assurer l'ensemble de sa consommation électrique à partir de ressources renouvelables à l'horizon 2020, planche également sur l'installation d'une centrale éolienne de 60 mégawatts, a indiqué à Reuters Ali Yacoub Mahamoud, ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles. La construction de cette centrale, dont le financement est assuré grâce à l'aide du Qatar, devrait être lancée au cours des prochaines semaines, a assuré le responsable djiboutien.

Devenir le hub est africain de la logistique, des télécoms et de la finance

Fort d'une croissance continue et d'un déficit budgétaire sous contrôle, le pays multiplie les projets. Objectif : devenir le hub est-africain de la logistique, des télécoms et de la finance. Au cœur d'une région troublée et pauvre, Djibouti apparaît comme un îlot de stabilité, voire de prospérité, même si la population, dans sa très large majorité, peine encore à en profiter, avec un taux de chô-

mage compris entre 40% et 60%. Tiré par une économie éthiopienne en plein boom qui lui permet d'attirer les investissements et profitant de la présence d'importants contingents militaires étrangers qui contribuent chaque année à hauteur de 100 millions de dollars (environ 75 millions d'euros) au budget de l'État, Djibouti aligne depuis dix ans une croissance moyenne de 4,5% par an. Avec une hausse du PIB de 4,9% selon le Fonds monétaire international (FMI), 2012 confirme la tendance. La parité du franc djiboutien avec le dollar permet de contenir l'inflation à 3,7%, tandis que la connexion au réseau électrique éthiopien contribue au rééquilibrage de la balance commerciale (- 12,3%, contre - 14,1% en 2011). Grâce à une politique prudente du gouvernement en matière de dépenses publiques et à l'amélioration du recouvrement des recettes fiscales, le déficit budgétaire est resté sous contrôle, à 2,7% du PIB en 2012. Fort de ces fondamentaux, Djibouti peut se concentrer sur son principal objectif : suivre l'exemple de Dubai pour devenir à terme un hub sous-régional dans les secteurs de la logistique, des télécoms et de la finance.

Chantiers tous azimuts

Entre les ports et la zone franche, le secteur des transports et de la logistique est de loin le premier contributeur au PIB et le principal employeur du pays. La proximité du canal de Suez et la réussite du terminal à conteneurs de Doraleh encouragent aujourd'hui le pays à poursuivre dans la voie tracée par les Dubaïotes depuis 2003, en prévoyant l'ouverture ou l'agrandissement dans les prochaines années de six ports, pour un investissement global de 5,8 milliards de dollars. Djibouti s'apprête ainsi à étendre les capacités de son terminal pétrolier, inauguré en 2006 et exploité par Horizon Terminals, filiale d'Emirates National Oil Company. Dans le nord du pays, les travaux du port minéralier de Tadjourah ont démarré fin 2012 pour exporter chaque année 4 millions de tonnes de potasse éthiopienne dès 2015. Il sera connecté à une ligne ferroviaire de 780 km tirée depuis Mekele, en Éthiopie, pour 600 millions de dollars. Le terminal d'exportation de sel du Goubet est attendu pour la même date, tout comme le port de Damerjog, qui doit exporter annuellement 5 millions de têtes de bétail éthiopien vers la péninsule arabe. Un port pétrolier est attendu au même endroit dès 2014 pour exporter la production du Soudan du Sud, estimée à 500 000 barils par jour. Les chantiers les plus importants concernent la capitale elle-même. Le port historique va tourner

une page en se voyant transformé en centre d'affaires et commercial, avec hôtels et marinas. Cinq quais seront conservés, trois pour les marines militaires qui font escale dans la région et deux pour un futur terminal de croisière. Enfin, la direction portuaire et Dubai Ports World, opérateur de Doraleh, prépare l'extension de l'actuel terminal, où ont été manutentionnés en 2012 près de 800 000 conteneurs. Doraleh II pourra traiter 3 millions de boîtes pour un investissement de 400 millions de dollars. « L'ensemble de ces projets va avoir un impact énorme sur l'économie de la sous-région », affirme Aboubaker Omar Hadi, président de l'Autorité des ports et des zones franches. Pour cela, il peut compter sur deux autres investissements de taille : le futur terminal à gaz naturel liquéfié destiné à valoriser les gisements éthiopiens ; et la réhabilitation d'ici à deux ans des 730 km de voie ferrée en provenance d'Addis-Abeba. Autant de projets qui doivent conforter China Merchants Holdings dans sa décision prise en décembre 2012 de devenir actionnaire de l'autorité portuaire, à hauteur de 23,5%, pour 185 millions de dollars.

Ultra connecté

De par sa situation géographique, Djibouti a été l'un des premiers pays câblés d'Afrique. « Situé au carrefour de trois continents, le pays a été branché au câble Sea-Me-We 1 dès 1984 », précise Abdourahman Mohamed Hassan, directeur général de Djibouti Télécom. Aujourd'hui, il est connecté à cinq câbles sous-marins, tirés entre l'Asie et l'Europe via le Moyen-Orient et la côte est-africaine, en attendant l'arrivée prévue pour 2013 de Sea-Me-We 5 et d'AAE-1. L'opérateur unique et public du pays dispose également de deux câbles terrestres en fibre optique le reliant à l'Éthiopie et au Somaliland, alors qu'une troisième connexion a été ajoutée depuis Addis-Abeba en même temps que la ligne électrique. Grâce à ces équipements, Djibouti Télécom est en mesure de proposer toute une gamme de services exclusifs dans cette région d'Afrique, à commencer par l'internet haut débit. La société en a profité pour installer un data center, utilisé par d'autres opérateurs comme MTN, Belgacom ou Telkom pour servir leurs propres clients. Djibouti Télécom vient enfin de réceptionner le premier téléport de la zone, qui permet de « diffuser par satellite des données auprès de clients que le câble ne touche pas », explique Abdourahman Mohamed Hassan. Cette installation intéresse grandement le gouvernement américain : il pourrait ainsi localiser ses soldats lors de missions terrestres.